

Sarah FARHI

Maître de conférences HDR en droit privé à l'Université de Toulon - Consultante

 @sarahfarhi2

 sarah.farhi@univ-tln.fr



SPÉCIALISTE DE LA FIDUCIE ET DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

- 2025** **Habilitation à diriger des Recherches**, « *Recherches en droit de la fiducie et en droit des entreprises en difficulté* », ss. la dir. du Pr. L. ANDREU, soutenue le 05 décembre 2025 à l'Université de Toulon, obtenue avec les félicitations du jury.
- 2015** **Grand prix triennal Jean BASTIN**, récompense de thèse internationale et pluridisciplinaire, décernée par le fonds scientifique Bastin, Bruxelles.
- 2014** **Qualification aux fonctions de maître de conférences** par le Conseil National des Universités, section 01.
- 2013** **Doctorat en droit privé et sciences criminelles**, « *La fiducie-sûreté et le droit des entreprises en difficulté – Étude de l'efficacité du mécanisme* », ss. la dir. du Pr. P.-M. LE CORRE, soutenu le 11 déc. 2013 à l'Université Nice Sophia Antipolis, mention très honorable avec félicitations du jury – Publiable en l'état.
- 2009** **Master 2 Droit privé et sciences criminelles**, Université Nice Sophia Antipolis, mention bien.
- 2008** **Master 1 Droit privé et sciences criminelles**, Université Nice Sophia Antipolis, mention bien.
- 2007** **Licence Droit et sciences politiques**, Université Nice Sophia Antipolis, mention assez bien.
- 2004** **Baccalauréat série ES**, académie de Nice, mention assez bien.

PARCOURS PROFESSIONNEL

- Depuis le 03 mai 2019** **Élue directrice adjointe du Centre d'Études et de Recherche sur les Contentieux** – EA 3164 – Réélue le 27 février 2024.
- Depuis le 1^{er} sept. 2014** **Maître de conférences** à la Faculté de Droit de Toulon.
- Sept. 2013 – Août 2014** **ATER**, UFR droit, Université Nice Sophia Antipolis.
- Sept. 2010 – Août 2013** **Contrat doctoral avec monitorat**, UFR droit, Université Nice Sophia Antipolis.
- Sept. 2009 – Août 2010** **Chargée de travaux dirigés vacataire**, UFR droit, Université Nice Sophia Antipolis.
- Janv. 2009 – Juin 2009** **Tutrice pour les étudiants de Licence 1**, UFR droit, Université Nice Sophia Antipolis.
- Avril 2008 – Août 2008** **Stagiaire** au sein du cabinet d'avocat de M^e M. CASTELLO, avocate au Barreau de Nice.

PUBLICATIONS

Ouvrages individuels

1. *Droit des contrats spéciaux*, coll. memento, Gualino, 7^e éd., sept. 2025.
2. *Les procédures collectives*, coll. Droit en poche, Gualino, 3^e éd., janv. 2022.
3. *Fiducie et droit des entreprises en difficulté – Étude de l'efficacité du mécanisme*, thèse, Bibli. droit des ent. en diff., LGDJ, préf. P.-M. Le Corre, tome 6, juin 2016.

Direction d'ouvrages collectifs

1. *Covid-19 et Droit*, P. OUDOT et S. FARHI (ss. la dir.), coll. Chemins de pensée, Ovidia, sept. 2021.
2. *Pratique(s) et enseignement du droit*, J.-J. SUEUR et S. FARHI (ss. la dir.), coll. Contextes et culture du droit, L.G.D.J., décembre 2016.
3. *Un art, un droit, une question : tryptique juridico-artistique*, D. BOUSTANI, D. CHABRI, M. COMBE, S. FARHI, M.-C. LASSERRE (ss. la dir.), l'Harmattan, 2014.

Chapitres et articles dans des ouvrages collectifs

1. « La fiducie environnementale », in *La responsabilité environnementale des entreprises dans l'espace euro-méditerranéen*, J. COUARD (ss. la dir.), PUAM (à paraître, en 2026).
2. « IA et smart contract », in *IA et droit international*, T. GARCIA (ss. la dir.), Pédone (à paraître, en 2026).
3. « La fiducie et la mer », in *Le C.E.R.C. en hommage à la mer*, P. Oudot (ss. la dir.), L'Harmattan (à paraître, en 2026).
4. « Clause de réserve de propriété », chapitre in *Dictionnaire permanent Difficulté des entreprises*, Lefebvre Dalloz, sept. 2025.
5. « La convention de mise à disposition fiduciaire et le droit des contrats en cours », in *Les 15 ans de la fiducie – Bilan et perspectives de réforme*, LexisNexis, juil. 2023, p. 115.
6. « Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises - L'avènement d'un droit moderne des entreprises en difficulté », in *Les grandes lois de la V^e République*, H. BOUILLON, R. BUEB et B. LAPEROU-SCHNEIDER (ss. la dir.), coll. Droit et Science Politique, Mare&Martin, janv. 2023, p. 201.
7. « Actifs numériques, blockchains et cessation des paiements », in *L'effervescence du droit des affaires au XXI^e siècle - Mélanges en l'honneur du Pr. A. Martin-serf*, C. LEBEL, P. NABET, P. ROUSSEL-GALLE et V. THOMAS (ss. la dir.), Bruylant, sept. 2022, p. 407.
8. *Fiducie*, Étude 315 in *Lamy Patrimoine*, 2022, mise à jour juin 2025.
9. « Covid-19 et droit des entreprises en difficulté : la métamorphose », in *Covid-19 et Droit*, P. OUDOT et S. FARHI (ss. la dir.), coll. Chemins de pensée juridique, Ovadia, sept. 2021, p. 169.
10. « Les fiducies : nouvelles alliées de la gestion sociétaire », in *Rencontres multicolores autour du droit : Mélanges en l'honneur du Pr. D. GIBIRILA*, Presses de l'Université de Toulouse Capitole I, mai 2021, p. 113.
11. « L'interdisciplinarité dans l'enseignement du droit », in *Pratique(s) et enseignement du droit*, J.J. SUEUR et S. FARHI (ss. la dir.), coll. contextes et culture du droit, LGDJ, 2016, p. 305.
12. « Le banquier garanti par une fiducie-sûreté en cas de procédure collective », in *Contentieux bancaires et procédures collectives*, E. LE CORRE-BROLY (ss. la dir.), Bruylant, 2014.
13. « Les sûretés échappant à la règle de l'arrêt des voies d'exécution », in *Mesures d'exécution et procédures collectives*, P.-M. LE CORRE (ss. la dir.), Bruylant, 2012, p. 192.

Articles dans des revues à comité de lecture

1. « De la fiducie-action », *Gaz. Pal.*, à paraître en septembre 2025.
2. « L'efficacité de la fiducie dans le droit des entreprises en difficulté », *Bull. dictio. permanent diff. des entreprises*, Lefebvre Dalloz, juillet 2025.
3. « De la confirmation de l'efficacité de la fiducie-sûreté en procédure collective », *Revue des Procédures collectives*, mai/juin 2024, n° 3, étu. 3.
4. « Les échappatoires de la banque créancière à la logique de protection de l'entreprise en difficulté », *Revue des Procédures collectives*, mai/juin 2024, n° 3, étu. 20.
5. « Tokenisation, jetons utilitaires et période d'observation », *Revue des Procédures collectives*, nov. / déc. 2023, n° 6, p. 78.
6. « La fiducie-sûreté dans la réforme du droit des sûretés du 15 septembre 2021 », *Revue Lamy Droit civil*, janvier 2022, n° 199, p. 54.
7. « Fiducie, blockchain et smart contracts », *Revue Lamy Droit civil*, septembre 2021, n° 195, p. 42.
8. « Les évolutions du régime de la fiducie-sûreté dans le projet de réforme du droit des sûretés », *Revue Lamy Droit Civil*, juillet/août 2021, n° 194, p. 18.
9. « La fiducie-sûreté et l'avant-projet de réforme du droit des sûretés », *Revue générale du droit*, Chronique de droit civil, 2021.
10. « L'article R. 624-5 du Code de commerce et le juge-commissaire », *Gaz. Pal.*, 4 février 2021, n° 5, p. 12.
11. « Réforme de la procédure civile : les incidences sur les procédures collectives », *Gaz. Pal.*, 5 mai 2020, n° 17, p. 14.
12. « La conversion de créances en titres de capital lors d'une procédure collective », *Revue des Procédures Collectives*, janvier 2019, n° 1, étu. n° 3.
13. « Trust et droit français : les petits pas du législateur », *Gaz. Pal.*, 20 mars 2018, n° 11, p. 12.
14. « Fiducie-sûreté et droit des entreprises en difficulté – Dix questions réponses », *Gaz. Pal.*, 16 janvier 2018, n° 2, p. 81.
15. « Trust anglais et fiducie française : à la croisée des utilisations ? », *Actualité du droit comparé*, *Bulletin de Droit Comparé CDPC / CNRS*, Semestre 1, 2015.

16. « L'article 700 du CPC et l'équité », *Rev. Dr. et Procédure*, mars 2014, n° 3, p. 54.

Notes et commentaires dans des revues à comité de lecture

1. « De la revendication du bien sous clause de réserve de propriété et de la prescription de la créance », note ss. Com., 19 nov. 2025, n° 23-12250, », *Bull. dictio. permanent diff. des entreprises*, Lefebvre Dalloz, déc. 2025.
2. « Déclaration des créances fiscales : retour sur les modalités d'application de l'allongement du délai de déclaration à titre définitif », note ss. Com., 05 févr. 2025, n° 23-22.380, *Gaz. Pal.*.
3. « De la fin d'une exonération fiscale et du fait générateur de la créance », note ss. Com., 22 janv. 2025, n° 22-22343, *Gaz. Pal.*,
4. « Le compte courant est un contrat en cours dans la liquidation judiciaire ! », note ss. Com., 11 sept. 2024, n° 23-12695, *Gaz. Pal.*, 18 mars 2025, n° 10, p. 60.
5. « De la validité de l'exception d'inexécution en procédure collective », note ss. Com., 20 nov. 2024, n° 23-19552, *Gaz. Pal.*, 18 mars 2025, n° 10, p. 55.
6. « Du préjudice du contractant en cas de non-continuation de la convention par l'administrateur judiciaire », note ss. Com., 03 juill. 2024, n° 23-13169, *Gaz. Pal.*, 24 sept. 2024, n° 30, p. 63.
7. « De la revendication des biens du domaine public », note ss. Com., 23 mai 2024, n° 22-24565, *Gaz. Pal.*, 24 sept. 2024, n° 30, p. 65.
8. « Clôture pour insuffisance d'actif et irrecevabilité d'une action en résolution d'un contrat pour défaut de paiement », note ss. Com., 2 mai 2024, n° 22-22217, *Gaz. Pal.*, 24 sept. 2024, n° 30, p. 64.
9. « Du passif exigible, de la cessation des paiements et du caractère litigieux d'une créance », note ss. Com., 22 nov. 2023, n° 22.19768, *Gaz. Pal.*, 19 mars 2024, n° 10, p. 72.
10. « De la déclaration des créances détenues par un fonds commun de titrisation », note ss. Com., 14 juin 2023, n° 21-25204, *Gaz. Pal.*, 19 sept. 2023, n° 29, p. 58.
11. « Clause de réserve de propriété et subrogation : verser les fonds n'équivaut pas à payer », note ss. Com., 14 juin 2023, n° 21-24815, *Gaz. Pal.*, 19 sept. 2023, n° 29, p. 63.
12. « Vérification des créances, instance en cours et dessaisissement du juge-commissaire », note ss. Com., 29 juin 2022, n° 21-10981, *Gaz. Pal.*, 18 avril 2023, n° 13, p. 22.

13. « La clause d'indemnité de résiliation et le régime des contrats en cours : une délicate conciliation », note ss. Com., 29 juin 2022, n° 21-11674, *Gaz. Pal.*, 18 avril 2023, n° 13, p. 19.
14. « De la dispense de revendication du propriétaire de meubles en cas de demande de restitution présentée avant le jugement d'ouverture », note ss. Com., 9 juin 2022, n° 21-10309, *Gaz. Pal.*, 30 août 2022, n° 26, p. 28.
15. « Le constat de résiliation de plein droit du bail par le juge commissaire : une procédure autonome », note ss. Com., 18 mai 2022, n° 20-22164, *Gaz. Pal.*, 12 juil. 2022, n° 23, p. 18.
16. « Pour compenser, il faut déclarer ! », note ss. Com., 2 mars 2022, n° 20-20500, *Gaz. Pal.*, 16 avril 2022, n° 14, p. 21.
17. « Expiration de la durée légale de la période d'observation et présentation du plan », note ss. Com., 16 juin 2021, n° 19-25151, *Gaz. Pal.*, 26 octobre 2021, n° 37.
18. « Retour vers le passé : de la rétractation de la promesse unilatérale de vente », comm. ss. Civ. 3, 23 juin 2021, n° 20-17554, *Revue Lamy Droit Civil*, septembre 2021, n° 195, p. 9.
19. « De la rétractation de l'offre de transaction en procédure collective », note sous Com., 20 janvier 2021, n° 19-20076, *Gaz. Pal.*, 23 mars 2021, n° 12, p. 19.
20. « Déclaration notariée d'insaisissabilité et liquidation judiciaire : la Cour de cassation poursuit la construction du régime », note sous Com., 7 oct. 2020, n° 19-13560, *Gaz. Pal.*, 1^{er} décembre 2020, n° 42, p. 24.
21. « La résiliation du bail d'habitation lors de la liquidation judiciaire du bailleur : la Cour de cassation se prononce enfin », note sous Com., 7 oct. 2020, n° 19.10685, *Gaz. Pal.*, 17 novembre 2020, n° 40, p. 20.
22. « Exercice par le liquidateur judiciaire des droits du débiteur dessaisi : attention à la clause compromissoire », note sous Com., 26 fév. 2020, n° 18-21810, *Gaz. Pal.*, 13 octobre 2020, n° 35, p. 68.
23. « Le diagnostic de performance énergétique n'est pas un diagnostic technique comme les autres ! », note sous Civ. 3, 21 novembre 2019, n° 18-23251, *Gaz. Pal.*, 14 janvier 2020, n° 02, p. 18.
24. « Clap de fin : pas de renvoi devant le Conseil constitutionnel pour l'article 1124 du Code civil », note sous Civ. 3, 17 octobre 2019, n° 19-40028, *Gaz. Pal.*, 10 décembre 2019, n° 43, p. 19.
25. « De la cohérence retrouvée, ou la rationalisation des voies de recours du débiteur contre le jugement relatif au plan de cession », note sous Com. 23 octobre 2019, n° 18-21125, *Gaz. Pal.*, 18 novembre 2019, n° 40, p. 15.

26. « L'apparence : nouvelle cause de réunion des patrimoines de l'EIRL en procédure collective », note sous Com., 6 mars 2019, n° 17-26605, *Gaz. Pal.*, 07 mai 2019, n° 17, p. 18.
27. « Retour vers l'efficacité : le droit de rétention immobilier en liquidation judiciaire », note sous Com., 30 janvier 2019, n° 17-22223, *Gaz. Pal.*, 19 mars 2019, n° 11, p. 23.
28. « Réalité juridique versus réalité économique : le groupe en procédure collective », note sous Com., 10 décembre 2018, n° 17-27947, *Gaz. Pal.*, 29 janvier 2019, n° 4, p. 23.
29. « Vente et crédit-bail : la résolution de l'un entraîne désormais la caducité de l'autre », note sous Mixte, 13 avril 2018, n° 16-21345, *Gaz. Pal.*, 22 mai 2018, n° 18, p. 27.
30. « Validité de la prolongation exceptionnelle de la période d'observation en dépit de l'opposition du ministère public », note sous Com., 13 décembre 2017, n° 16-50051, *Gaz. Pal.*, 17 avril 2018, n° 15, p. 64.

Interventions lors de colloques

1. « Smart contracts et droit européen », in *Intelligence artificielle et droit international*, colloque Université de Toulon, 13 et 14 novembre 2025 (à venir).
2. « La fiducie environnementale », in *La responsabilité environnementale des entreprises dans l'espace euro-méditerranéen*, colloque Université de Toulon, 25 février 2025.
3. « Blockchains et droit : un régime en construction », in *Intelligence artificielle et professionnels du droit : les nécessités d'une acculturation*, colloque Université de Toulon, 14 octobre 2024.
4. « Les échappatoires de la banque créancière à la logique de protection de l'entreprise en difficulté », in *Banque et droit des entreprises en difficulté*, colloque Université Aix-Marseille, 10 novembre 2023.
5. « Tokenisation, jetons utilitaires et période d'observation », in *Le droit des entreprises en difficulté à l'épreuve des actifs numériques*, colloque Université Sorbonne Paris Nord, 12 octobre 2023.
6. « La convention de mise à disposition fiduciaire et le droit des contrats en cours », in *Colloque Les 15 ans de la fiducie – Bilan et perspectives de réforme*, Université d'Orléans, 30 sept. 2022.
7. « Covid-19 et droit des entreprises en difficulté : la métamorphose », in *Colloque virtuel Covid-19 et Droit*, Toulon, 10 juillet 2020.

8. « Propos introductifs », in Colloque Révision des lois bioéthiques et l'évolution de la conception de la personne humaine, Toulon, C.E.R.C., 17 octobre 2019.
9. « Regards sur la Convention de LaHaye relative au trust et à la loi de finances rectificatives du 29 juillet 2011 », in Colloque *Le trust à l'épreuve du droit français*, Toulon, C.E.R.C., 3 mars 2016.
10. « L'interdisciplinarité dans l'enseignement du droit », in Colloque *Pratique(s) et enseignement du droit*, Toulon - C.E.R.C., 21 et 22 avril 2015.
11. « Propos introductifs », in Colloque Un art, un droit, une question : tryptique juridico-artistique, Nice - CERDP, 05 juin 2014.
12. « Le banquier garanti par une fiducie-sûreté en cas de procédure collective », in Colloque *Contentieux bancaires et procédures collectives*, Nice - CERDP / CRAJEFE, 10 avril 2014.
13. « Table ronde sur la fiducie et les procédures collectives », in Colloque *Les Entretiens de la sauvegarde*, 9^{ème} édition, organisé par l'IFPPC, Paris, 27 janvier 2014.
14. « Les sûretés échappant à la règle de l'arrêt des voies d'exécution », in Colloque *Mesures d'exécution et procédures collectives*, Nice - CERDP / CRAJEFE, 22 mars 2012.

RESPONSABILITÉS UNIVERSITAIRES

Responsabilités scientifiques

Directrice adjointe du C.E.R.C. - EA 3164 – Éluë le 03 mai 2019 – Réélue le 27 février 2024. Équipe de 18 enseignants-chercheurs et d'une trentaine de doctorants.

Membre de l'équipe de rédaction du Dictionnaire permanent « Difficultés des entreprises », Lefebvre Dalloz, depuis 2025.

Membre de l'équipe de rédaction de la Gazette du Palais, édition spécialisée Droit des entreprises en difficulté, depuis 2021.

Organisatrice de la semaine des conférences du CERC, octobre 2021.

Organisatrice du colloque en distanciel « covid-19 et droit : le système juridique à l'épreuve de la première vague », Université de Toulon, 10 juillet 2020.

Organisatrice de la journée d'études « *Le trust à l'épreuve du droit fiscal français* », Université de Toulon, 3 mars 2016.

Co-organisatrice du colloque « *Pratique(s) et enseignement du droit* », Université de Toulon, 21 et 22 avril 2015.

Organisatrice de l'opération « *Droit au Cœur – Toulon* » édition 2015 et 2016.

Co-organisatrice de la 2^{ème} édition du colloque des doctorants du CERDP, 2014.

Co-fondatrice et trésorière de l'association des étudiants et des anciens du centre d'études et de recherches en droit des procédures, de Août 2011 à Août 2014.

Co-organisatrice de l'opération « *Droit au Cœur – Nice* » édition 2010, 2011, 2012, 2013, 2014.

Responsabilités pédagogiques

Directrice des études de la Licence générale de Droit, UFR Droit, Université de Toulon – Depuis le 1^{er} septembre 2025.

Responsable pédagogique du Master I Droit des Affaires, campus de Toulon, UFR Droit, Université de Toulon – Depuis le 1^{er} septembre 2021.

Membre de l'équipe pédagogique du D.U. Fiducie, Université d'Orléans, depuis 2021.

Responsable pédagogique de la Licence 3, campus de Draguignan, UFR Droit, Université de Toulon – Depuis le 1^{er} septembre 2018.

Responsable du projet collaboratif / APC des étudiants de Licence 3, campus de Draguignan, UFR Droit, Université de Toulon – Depuis le 1^{er} septembre 2018.

Directrice de mémoires de Master et de rapports de stage, Master Droit des affaires, Université de Toulon, 5 étudiants par an en moyenne, depuis 2018.

Responsabilités administratives

Directrice adjointe du C.E.R.C. – EA 3164 – Éluë le 03 mai 2019 ; Réélue le 27 février 2024.

Rapporteur pour l'attribution Ripec 3 – Université de Perpignan, 2023, 2024 ; Université de Toulon, 2025.

Rédactrice du dossier d'autoévaluation du C.E.R.C. pour l'évaluation HCERES de la vague C (EA 3164). En l'absence totale de personnel d'appui à la recherche, rédaction complète des fichiers Excel relatifs aux données de caractérisation et de production de l'unité, corédaction du document d'autoévaluation, rédaction du portfolio, 2022.

Expert HCERES, évaluation du cycle de Licence, établissement de la vague B, 2021.

Rédactrice de fiches de postes pour les recrutements d'ATER, d'enseignants-chercheurs titulaires et d'enseignants-chercheurs vacataires, depuis 2019.

Gestionnaire Sifac en client léger pour le budget du C.E.R.C., depuis 2019.

Webmaster du site internet du C.E.R.C., depuis 2019.

ENSEIGNEMENTS

Cours magistraux actuellement dispensés

Droit des obligations : théorie générale du contrat, Cours semestriel – 32h – Licence 2 – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Draguignan – Depuis 2015.

Contrats spéciaux, Cours annuel – 60h – Licence 3 – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Draguignan – Depuis 2014.

Droit des sûretés réelles, Cours semestriel – 30h – Master 1 droit des affaires, UFR Droit, Campus Toulon – - Depuis 2024.

Droit des sûretés, Séminaires – 20h – Master 2 Droit des affaires, parcours « *contrats et entreprise* » – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – Depuis 2019.

Droit des sûretés, Séminaires – 34h – Master 2 Droit des affaires, parcours « *droit de la banque* » – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – Depuis 2023.

Droit des entreprises en difficultés, I.E.J. – Université de Toulon, UFR Droit – Depuis 2014.

Droits des sûretés, I.E.J. – Université de Toulon, UFR Droit – Depuis 2014.

Cours magistraux anciennement dispensés

Contrats spéciaux, Séminaires à destination des magistrats des tribunaux du Var – 15 h – DU Service Public de la justice Économique, Université de Toulon, 2024.

Droit de la propriété industrielle, Cours semestriel – 24h – Master 1 Droit des affaires – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – De 2020 à 2023.

Droit du commerce international, Cours semestriel – 24h – Master 1 Droit des affaires – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – 2021.

Clauses contractuelles, Séminaires – Master 2 Droit des affaires, parcours « *contrats et entreprise* » – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – De 2016 à 2020.

Droit commun des sociétés, Cours semestriel – 30h – Licence 3 – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Draguignan – De 2017 à 2020.

Droit spécial des sociétés, Cours semestriel – 30h – Licence 3 – Université de Toulon, UFR Droit, Campus de Toulon – De 2017 à 2021.

Travaux dirigés anciennement dispensés

Droit des entreprises en difficulté – Master 1 Droit des Affaires – Université de Nice, UFR Droit – En 2013 et 2014.

Droit des obligations – Licence 2 – Université de Nice, UFR Droit – 2014.

Droit des sûretés et garanties du crédit – Licence 3 – Université de Nice, UFR Droit – En 2011, 2012 et 2013.

Droit des sociétés – Licence 3 – Université de Nice, UFR Droit – 2010.

Introduction au droit – Licence 1 – Université de Nice Sophia Antipolis, UFR Droit – En 2009, 2010, 2011, 2012.

Formations extérieures

Membre de l'équipe du DU « fiducie », Enseignement du module « Fiducie et procédures collectives », Université d'Orléans, depuis 2021.

Formatrice Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires – Session « *La fiducie-sûreté et les procédures collectives* », depuis 2022 ; Session « *Les actifs numériques et le droit des entreprises en difficulté* », depuis 2023 ; Session « *Droit des contrats et entreprises en difficulté* », depuis 2025.

Formatrice ENM – Session « *actualités des procédures collectives* », Paris, 2022.

Formatrice pour les Magistrats du Tribunal de Commerce de Toulon, 15 heures, 2018.